INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 21 avril 2022**

* Les marchés actions européens ont clôturé en nette hausse, soutenus par Wall Street et des résultats d'entreprises jugés rassurants. Le CAC 40 a gagné 1,36% à 6 715,10 points tandis que l’Euro Stoxx 50 a progressé de 0,95% à 3 933,80 points. A New York, le Dow Jones prend 0,36% tandis que le Nasdaq s'effrite de 0,03% en fin d'après-midi.
* Les indices actions européens ont débuté dans le vert après la publication hier soir du Livre Beige de la Fed sur la santé de l'économie américaine. Sans surprise, la Réserve Fédérale a confirmé que les entreprises restaient confrontées à une inflation élevée et à des pénuries de main d'œuvre.
* " La Fed n'a guère le choix. Le marché a raison de prévoir une hausse de 50 points de base des taux lors de la réunion de mai. Nous attendons une nouvelle hausse de 50 points de base en juin ", indique Brian Rose, économiste américain senior chez UBS Global Wealth Management.
* Ce tour de vis étant largement anticipé, les investisseurs se sont focalisés sur les résultats/ou chiffre d'affaires du premier trimestre dévoilés entre hier soir et ce matin tant aux Etats-Unis qu'en Europe. Le bilan est plutôt positif. Des multinationales américaines aussi emblématiques que Tesla, Blackstone, AT&T ont battu le consensus. De quoi faire oublier ou presque la désillusion de Netflix.
* Sur le Vieux Continent, Nestlé, Akzo Nobel et ABB ont favorablement surpris.
* En hausse ce matin, l'euro s'effrite de 0,04% à 1,0847 dollar en fin d'après-midi. La monnaie unique a récemment été soutenue par deux " faucons " de la BCE, Martins Kazaks, représentant de la Banque centrale lettone à la BCE, et son collège, Joachim Nagel, qui ont évoqué une hausse des taux dès juin. " Je dois admettre que l'euro a peut-être touché un point bas après tout. Toutefois, cela ne sera le cas que s'il n'y a pas de menace de crise énergétique. Et au vu de l'évolution de la situation en Ukraine, personne ne peut l'exclure " déclare un cambiste de chez Commerzbank.
* Le cours du baril de WTI américain gagne 0,65% à 103,4 dollars vers 17h30. L'or noir est soutenu par la perspective d'un embargo de pétrole et de gaz russe des pays européens. Selon la presse, les pays du Vieux Continent se rapprochent d'un plan visant à éliminer progressivement les importations de pétrole russe. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont déjà pris des mesures pour mettre en place des interdictions en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, tandis que l'UE a agi plus lentement, compte tenu de la forte dépendance de la région à l'égard des approvisionnements énergétiques.
* En avril 2022, le climat des affaires se dégrade légèrement, indique l'Insee. L'indicateur qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité marchands, perd un point. À 106, il reste néanmoins au-dessus de sa moyenne de longue période (100). Cette dégradation du climat des affaires résulte notamment de la détérioration de la situation conjoncturelle dans le commerce de détail.
* Le taux d’inflation annuel de la zone euro s’est finalement établi à 7,4% en mars 2022, contre 7,5% en première estimation et 5,9% en février. C’est ce qu’a annoncé aujourd’hui Eurostat, l’office statistique de l'Union européenne. Les plus fortes contributions au taux d'inflation provenaient de l'énergie (+4,36 points de pourcentage, pp), suivie des services (+1,12 pp), de l'alimentation, alcool & tabac (+1,07 pp) et des biens industriels hors énergie (+0,90 pp).

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, Alstom (+3,24%) a signé l'une des plus fortes hausses du CAC 40. Le groupe a remporté un contrat de 700 millions d'euros en Australie. A l'opposé, Eurofins a cédé 4,75%, pénalisé par des prévisions jugées trop prudentes.
* Carrefour (-2,95% à 19,77 euros) a figuré parmi les plus fortes baisses du CAC 40, le titre étant pénalisé par la publication d'une croissance nulle en France au cours du premier trimestre 2022. Le distributeur impute cette performance à une base de comparaison élevée (croissance organique de 3,5% enregistrée au premier trimestre 2021) ainsi qu'à une inflation sensiblement plus faible que dans le reste de l’Europe. Mais il déclare toutefois avoir gagné des parts de marché dans l'Hexagone.

"Bien sûr, l'inflation alimentaire devrait continuer à augmenter au cours des prochains mois et son impact sur le comportement d'achat et le volume des ventes n'est pas clair à ce stade, estime Barclays. Mais nous pensons que le pouvoir d'achat des ménages sera probablement plus protégé en France que dans certains autres pays grâce notamment aux mesures prises par le gouvernement en cette année d'élections présidentielles".

La croissance organique sur le trimestre est cependant restée conforme aux attentes des analystes, à +3,4% sur un an, pour un chiffre d'affaires TTC de 20,24 milliards d'euros, largement soutenue par l'Espagne (+3,4%) et le Brésil (+7,5%). Deux marchés sur lesquels Carrefour a également accru ses parts de marché.

En attendant la finalisation de l'acquisition de Grupo BIG, prévue pour juin 2022, Carrefour a bénéficié au Brésil de sa stratégie d'expansion au Brésil, les ouvertures et les acquisitions ayant contribué à hauteur de +7% au premier trimestre. Le groupe français a également pu compter sur de solides volumes dans l'alimentaire, tandis que les services financiers, très rentables, ont rebondi de 11% au cours du trimestre.

Face à l'accélération de l'inflation, le distributeur s'est engagé à "préserver le pouvoir d'achat des consommateurs tout en continuant de renforcer son modèle économique". Il a notamment annoncé la poursuite de sa politique de réduction de coûts et vise plus de 900 millions d'euros d'économies en 2022, dans le cadre de son objectif de 2,7 milliards d'euros d'économies à horizon 2023.

"Carrefour n'a pas rencontré de problèmes significatifs d'approvisionnement au cours du trimestre, malgré quelques ruptures localisées et temporaires, précise le distributeur. Toutefois, dans un contexte d'approvisionnement tendu, le groupe est pleinement mobilisé pour assurer un approvisionnement régulier, en augmentant par exemple les stocks de sécurité dans certaines catégories sensibles, afin d'améliorer la disponibilité des produits à des conditions d'achat favorables".

* Eurofins Scientific a échoué à la dernière place du CAC 40 avec un repli de 4,75% à 89,80 euros, dans la foulée de la publication de son point d'activité trimestriel. Le laboratoire d'analyses a pourtant réalisé un chiffre d'affaires meilleur que prévu et relevé ses objectifs annuels, mais le consensus se montre plus ambitieux pour 2022. Les analystes attendent un chiffre d’affaires de 6,411 milliards et un EBITDA de 1,546 milliard d'euros sur l'exercice, alors qu’Eurofins vise respectivement 6,325 milliards d'euros et 1,525 milliard.

Au premier trimestre, Eurofins s'est montré à la hauteur des attentes, puisqu'il a dépassé le consensus de 7% avec un chiffre d'affaires de 1,76 milliard d'euros. Cela représente une croissance de 9,1%, dont +1,1% en organique, et ce, en dépit de moindres revenus Covid: à 300 millions d'euros, ils sont en effet ressortis 100 millions d'euros en-dessous de ceux enregistrés lors du premier trimestre 2021, mais sont toutefois restés supérieurs aux attentes, Jefferies ayant anticipé 225 millions d'euros.

"Les activités de tests cliniques liées au covid-19 et les ventes de réactifs ont été encore très intenses en janvier et février en réponse à Omicron, avec des volumes réduits depuis, en ligne avec l'assouplissement des exigences nationales en matière de tests", a expliqué le laboratoire.

Les revenus Covid sont désormais attendus à 400 millions d'euros pour l'ensemble de l'exercice 2022, contre une précédente estimation de 300 millions, soit une augmentation de "seulement 100 millions d'euros compte tenu des décisions prises par les gouvernements dans de nombreux pays où la crise du Covid est considérée comme terminée", écrit Eurofins. Mais cette évaluation pourrait être revue à la hausse en cas d'apparition de nouveaux variants par exemple.

Les activités principales (hors tests cliniques et réactifs liés au Covid) ont quant à elles enregistré une croissance organique de 6,5% sur un an, ce qui est conforme aux prévisions énoncées en février dernier.

Enfin, concernant le conflit ukrainien, Eurofins a révélé n'avoir réalisé que 3 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2021 en Russie et en Ukraine.

* Getlink a gagné 2,34% à 17,69 euros par action sur la place de Paris, dans le sillage de son point d’activité du premier trimestre 2022. Le concessionnaire du tunnel sous la Manche a réalisé un chiffre d’affaires de 227,8 millions d’euros sur la période, en hausse de 46 % sur un an à taux de change constant. Cette forte croissance est due au retour du trafic passagers sur les Navettes et Eurostar à la suite de la levée progressive des restrictions de voyage liées à la crise sanitaire et à la normalisation du trafic camions.

" La bonne dynamique observée sur ce premier trimestre confirme la pertinence de nos offres et de nos nouveaux services sur l'ensemble de nos activités ", a commenté Yann Leriche, le directeur général de Getlink.

" Le fort rebond des trafics passagers et les niveaux atteints aux vacances de Pâques montrent que nos clients étaient impatients de reprendre leurs voyages ", a ajouté le dirigeant.

* Maurel & Prom a chuté de presque 8% à 4,57 euros après son chiffre d'affaires du premier trimestre 2022. Il s'est établi à 130 millions de dollars, en hausse de 53%. Mais, par rapport au quatrième trimestre 2021, l'activité a reculé de 34%. La junior pétrolière a été pénalisée par le retraitement des décalages d'enlèvement, net de la réévaluation de la valeur des stocks, qui a eu un effet négatif de 35 millions de dollars pour le trimestre. La Gabon n'a réalisé en effet qu'un seul enlèvement en janvier.

Maurel & Prom reconnait son chiffre d'affaires pétrolier lors de la livraison du pétrole aux terminaux pétroliers. Ce chiffre d'affaires est ajusté selon que le groupe se trouve dans une situation de sur enlèvement (le groupe constate alors une dette envers ses partenaires), ou de sous enlèvement (le groupe constatant alors une créance).

Or, au Gabon, la société a déploré un certain nombre de problèmes matériels au premier trimestre, ce qui a conduit à des interruptions prolongées de la production sur certains puits.

Les opérations de remise en route sont bien avancées, et la production est remontée mi-avril au-dessus de 15 200 barils par jour en part M&P (19 000 b/j à 100%). Les efforts se poursuivent afin d'augmenter encore la production, grâce à la poursuite de la campagne de forage de développement, à des interventions sur puits, et à l'optimisation de l'injection d'eau sur les différents champs.

Ainsi, la production du groupe en part M&P a légèrement fléchi, passant en un trimestre de 26 847 barils par jour à 25 646 bep/j. Ce repli a été compensé par la hausse de 13% sur un trimestre du prix de vente moyen de l'huile s'établit à 94,2 dollars par baril.

* Nestlé a progressé de 0,72% à 122,68 francs suisses après la publication d'un chiffre d'affaires solide et la confirmation de ses objectifs annuels. A l'image de son rival Danone, le groupe agroalimentaire suisse est parvenu à jouer de son "pricing power" pour compenser l'inflation des matières premières. Sur les trois premiers mois de l'exercice 2022, le numéro un mondial du secteur a réalisé un chiffre d'affaires de 22,2 milliards de francs suisses, en hausse de 5,4%. En organique, la croissance est ressortie à 7,6%, soit au-dessus du consensus qui la donnait à 5%.

La croissance a été générale dans la plupart des zones géographiques et des catégories, avec une augmentation de l'effet prix, une dynamique soutenue des ventes dans le commerce de détail et une poursuite de la reprise des ventes dans les canaux hors domicile.

Par catégorie de produits, les produits pour animaux de compagnie Purina ont été le plus grand contributeur à la croissance organique. Le café a affiché une croissance élevée à un chiffre. Les ventes de chocolat ont enregistré une croissance à deux chiffres.

Fort de ces résultats, Nestlé a confirmé ses objectifs annuels. Le groupe de Vevey table sur une croissance organique des ventes d'environ 5% et sur une marge opérationnelle courante récurrente comprise entre 17,0% et 17,5%. Le bénéfice récurrent par action à taux de change constants et la rentabilité du capital sont prévus à la hausse.

Pour atteindre ces objectifs, le groupe a prévenu que face à l'inflation forte et persistante des coûts, de nouvelles hausses de prix s'imposaient. Nestlé sera également amené à prendre d'autres actions pour en limiter l'impact au cours de l'année.

**ANALYSES**

Le commerce mondial n'est plus ce qu'il était. L'organisation internationale qui tente de le réguler, l'OMC, prévoit une progression des échanges de marchandises de 3 % en 2022, inférieure à la croissance mondiale qui pourrait approcher 4 %.

C'est bien sûr encore la faute à l'épidémie. C'est surtout la faute à la guerre. « L'invasion russe a mis fin à la mondialisation que nous avons expérimentée ces trois dernières décennies », estime Larry Fink, qui dirige BlackRock, le plus grand fonds d'investissement avec plus de 10.000 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Comme la guerre de 1914-1918 avait tourné la page de ce que l'économiste Susan Berger avait appelé « notre première mondialisation ».

Mais le grand financier américain a plus d'une décennie de retard. Il aurait mieux fait de regarder une note publiée en janvier par le BII, qui n'est autre que le BlackRock Investment Institute. Un graphique sur un siècle et demi montrait clairement que les échanges mondiaux sont sur un plateau… depuis maintenant près de quinze ans.

Bien sûr, il faut s'accorder sur la réalité dont on parle. D'abord, la mondialisation est un mouvement. C'est une quantité qui devient « plus mondiale », qui traverse davantage les frontières. Ensuite, plusieurs quantités sont concernées. Les produits, les capitaux, les personnes, les informations. Le plus souvent, la mondialisation encensée ou rejetée porte sur les marchandises.

Et cette mondialisation-là s'est clairement arrêtée il y a plus d'une décennie. « Les paradoxes de la démondialisation » étaient décortiqués… en 2011. L'OMC le rappelle dans ses dernières prévisions : le commerce mondial des marchandises a augmenté deux fois plus vite que le PIB mondial avant la crise financière de 2008 « mais le ratio entre la croissance du commerce et la croissance du PIB est tombé autour de un en moyenne après la crise ».

A y regarder de plus près, les échanges progressent depuis à un rythme un peu moindre que la production. C'est bien une forme de démondialisation qui est à l'œuvre. Les experts du McKinsey Global Institute, la société d'études adossée au cabinet du même nom, estiment que le retournement a eu lieu avant la crise financière.

Les causes en sont multiples : nécessité de produire plus près des consommateurs, hausse des salaires dans les pays émergents, concentration des industriels chinois sur leur marché intérieur, prise de conscience de la fragilité de chaînes de production étirées, etc.

Pourquoi alors Larry Fink parle-t-il maintenant d'une « fin de la mondialisation » ? Peut-être parce que cette fin ne vient plus d'une myriade de décisions économiques, mais d'un choix politique. Vladimir Poutine aurait cassé la dynamique en décidant d'attaquer l'Ukraine. Mais c'est un point de vue très américain. Vu d'ailleurs, il est parfaitement possible d'estimer que le vrai coup d'arrêt politique a été donné le 8 novembre 2016 avec l'élection aux Etats-Unis de Donald Trump, qui avait bâti son programme sur la fermeture des frontières.

Depuis, les relations commerciales sont devenues beaucoup plus tendues. Entre les Etats-Unis et la Chine d'abord, puis aussi entre les Etats-Unis et l'Europe, puis l'Europe avec la Chine. L'épidémie de Covid a encore éloigné les uns des autres.

Peut-être alors Larry Fink songeait non pas aux marchandises, mais aux capitaux. Après tout, son métier est de placer l'argent des autres, un peu partout dans le monde. Les mesures de blocage financier de la Russie décidées par les grandes capitales occidentales marquent ici un tournant. Les investisseurs devront désormais prendre en compte un nouveau risque géopolitique.

Mais la rupture majeure sur les mouvements de capitaux date, elle, précisément de la crise financière de 2008 qui les avait brutalement figés. Depuis, les flux bancaires entre pays n'ont jamais retrouvé leur niveau pré-crise. Les investissements directs à l'étranger ont continué, mais à un rythme très amoindri.

La démondialisation n'a donc rien d'une nouveauté. L'invasion de l'Ukraine par la Russie est le signe d'une autre réalité : la refragmentation du monde, qui va logiquement l'accentuer. Kristalina Georgieva, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a évoqué récemment ce « risque croissant : la fragmentation de l'économie mondiale en blocs géopolitiques, avec des normes commerciales et technologiques, des systèmes de paiement et des monnaies de réserve différents ».

La Russie pourrait par exemple s'agréger dans un bloc chinois, comme le montre l'accord prévoyant la construction d'un énorme gazoduc entre les deux pays, signé juste après l'invasion.

Les marchandises et les capitaux ne sont pas les seuls touchés. Les touristes, les services, les données vont moins circuler d'un bloc à l'autre. La mondialisation appartient à notre passé. Et ceux qui l'ont détestée vont sans doute bientôt la regretter.

**L’AGENDA DU 22 avril 2022**

**9h15 en France**

Indices (flash) des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en avril

**9h30 en Allemagne**

Indices (flash) des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en avril

**10h00 en zone euro**

Indices (flash) des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en avril

**15h45 aux Etats-Unis**

Indices (flash) des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en avril